



Toutes et tous ensemble manifestons le 1er mai !

Saint-Malo à 10h30 devant la sécu, 10 avenue Jean Jaurès
(avec port du masque et dans le respect des gestes barrières)

Depuis plus d'un an, le monde entier est bouleversé par la pandémie de Covid-19. Cette crise est multiple et a de nombreuses conséquences dans le domaine de la santé en premier lieu, mais aussi sur les questions économiques et sociales ainsi que sur le plan de la démocratie.

Elle a mis en avant les limites et les conséquences désastreuses de décennies de politiques libérales menées pour le seul profit des intérêts capitalistes. Chaque jour, nous mesurons l'acharnement que le gouvernement et sa majorité mettent en œuvre pour inventer de nouvelles contraintes et de nouvelles diversions afin de masquer leurs échecs face à la gestion de la pandémie.

Au lieu de tout mettre en œuvre pour s'unir, au niveau planétaire, afin de se concentrer sur l'éradication du virus, les réflexes des tenants du capitalisme demeurent les mêmes : Tout faire, quoi qu'il en coûte, pour continuer l'accumulation des profits tout en tentant de réduire les libertés.

En France, cela passe par la poursuite et l'accélération des politiques régressives engagées avant la pandémie et par des annonces de nouvelles mesures à venir pour "payer la crise". Ainsi, la réforme de l'assurance chômage est un recul sans précédent pour les personnes sans emploi, avec des pertes de centaines d'euros d'indemnisation mensuelle. La réforme des retraites que nous avons combattue dans l'unité un temps oubliée pendant la crise sanitaire- revient dans les projets du gouvernement.

Cela passe aussi par des projets de lois (sécurité globale, confortant les principes républicains...) répressives, anti-démocratiques, liberticides et stigmatisantes pour une partie de la population, en flattant la fraction la plus rétrograde de l'électorat tout en réduisant les droits des citoyennes et des citoyens, notamment ceux de revendiquer et manifester.

Pourtant, que ce soit en France, en Europe et dans le monde, des voix s'élèvent, des luttes s'organisent afin que la priorité soit donnée aux besoins de santé et que la place des travailleurs et travailleuses soit reconnue. Partout face aux régressions démocratiques, des combats se mènent afin que nous ne vivions pas dans des sociétés de culpabilisation, de contraintes et de répression.

En Ile-et-Vilaine, les luttes se sont multipliées ces dernières semaines : dans la culture, la santé, l'éducation, l'action sociale, l'énergie, les transports urbains, le commerce,... également des actions menées par les retraité-es, les étudiant-es.

Ensemble, dans l'unité syndicale, nous exigeons un plan de rupture avec les politiques et les logiques économiques qui nous ont menés là où nous sommes.

Dans tous les domaines, la nécessité de répondre de manière progressiste aux besoins de la population est la première des choses à faire :

- **réinvestir dans les services publics,**
- **relocaliser les productions industrielles, dans un cadre respectueux de l'environnement permettant de créer des emplois et d'augmenter les salaires,**
- **faire des vaccins un bien commun de l'humanité,**
- **donner à la sécurité sociale les moyens d'assurer pleinement ses missions en augmentant les recettes fondées sur les cotisations,**
- **s'attaquer aux réels problèmes auxquels est confronté la jeunesse.**

Voilà nos priorités !

Elles ne sont pas utopiques : l'argent existe pour les financer. Les résultats indécents des grandes entreprises, le versement des dividendes, les paradis fiscaux, l'enrichissement des plus riches qui profitent de la crise actuelle : voilà où trouver l'argent pour rompre définitivement avec les politiques libérales.

En ce premier mai, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, plus que jamais la solidarité internationale doit être mise au cœur de nos actions. Une solidarité qui aille au-delà des mots, active et de réelle coopération, dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs du monde entier.

<p>À SAINT-MALO, Rendez-vous A 10h30 devant la CPAM, 10 avenue Jean JAURES, avec port du masque et dans le respect des gestes barrières</p>
--

- **Pour un véritable plan de rupture qui conjugue emploi, progrès social et enjeu environnemental**
- **Pour l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices et celles qui bénéficient des aides publiques**
- **A l'éducation nationale, dans les services publics, comme dans les différentes administrations, les suppressions de postes se poursuivent. Il est temps de stopper l'hémorragie par des recrutements indispensables à l'exercice de missions de qualité.**
- **Pour le retrait définitif des lois de l'assurance chômage et de sécurité globale**
- **Pour l'abandon définitif de tout projet régressif en matière de retraites**
- **Pour l'abandon des lois et textes liberticides**
- **Pour l'augmentation des salaires, des pensions et la réduction du temps de travail.**